



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

POUR CONTRER LA CATASTROPHE SANITAIRE ET SES CONFINEMENTS À RÉPÉTITION IMPOSONS À CE GOUVERNEMENT DE VÉRITABLES MESURES DE SANTÉ PUBLIQUE

BULLETIN NPA

6 AVRIL 2021

Alors que le 1^{er} mars, Macron nous appelait, sans rire, à « tenir » encore « 4 à 6 semaines » avant d'assouplir les contraintes face à l'épidémie, nous voilà repartis pour un troisième « confinement » d'au moins 4 semaines. Résultat : crèches, écoles, collèges et lycées fermés et chamboulement du calendrier scolaire. Soit un nouveau casse-tête, voire une catastrophe pour tous les parents qui travaillent.

Et comme toujours, les inégalités sociales vont encore se creuser : les enfants des milieux populaires, ceux dont les parents sont déjà « en première ligne », qui vivent dans des appartements exigus, qui n'ont pas les équipements numériques pour leur assurer « l'école à la maison » ou les moyens de leur offrir des cours particuliers vont le payer au prix fort.

TOUJOURS PLUS SOUMIS AU POUVOIR DES PATRONS

En plus de (Avec ce nouveau calendrier scolaire), le télétravail est censé devenir la règle... mais au bon vouloir des patrons. Ici, les salariés devront continuer à s'exposer en venant au boulot ; là, il sera exigé qu'ils travaillent à domicile. Les congés aussi risquent d'être au bon vouloir patronal : annulés par la force des choses ou imposés ici, volés là... Et le chômage partiel pour celles et ceux qui ont encore un emploi, avec souvent amputations de paie à la clé.

CERTES IL Y A LA CATASTROPHE SANITAIRE ...

Bien sûr, les presque 100.000 morts du Covid, le rythme actuel de 300 morts par jour, la saturation des hôpitaux et tout particulièrement des services de réanimation, bientôt acculés au « tri » des malades : tout cela impose des mesures d'urgence.

Mais pas ces demi-mesures que ce gouvernement nous impose depuis maintenant plus d'un an, au détriment des salaires, des conditions de travail et de vie, et toujours au bénéfice des patrons, tout particulièrement des plus grands d'entre eux qui s'autorisent à licencier en masse sans le moindre complexe.

... MAIS AUCUNE FATALITÉ DANS CE QUI NOUS FRAPPE

Depuis plus de 30 ans, les personnels de santé dénoncent la baisse des effectifs et les fermetures. Entre 2013 et 2017, 95 hôpitaux ont été fermés. Et sur les 20 dernières années, ce sont 100.000 lits d'hospitalisation qui ont été sacrifiés. Tout cela résulte des choix des responsables politiques – de gauche et de droite – qui se sont succédé au gouvernement et à la présidence de la république. Et depuis un an, de l'affaire des masques en passant par celle des tests jusqu'à cette campagne de vaccination bien trop lente, ce sont bien ce gouvernement et l'industrie pharmaceutique qui portent l'entière responsabilité de la catastrophe sanitaire.

NE LAISSONS PAS NOS VIES ENTRE LEURS MAINS

L'hécatombe se poursuit parce que parce qu'on continue à s'entasser au boulot et dans les transports en commun, parce que les écoles sont restées ouvertes sans que soient réquisitionnés le personnel et les locaux nécessaires pour qu'elles fonctionnent en groupes réduits interdisant la circulation du virus.

Mais notre santé et nos vies sont des biens trop précieux pour les laisser entre les mains des capitalistes et des gouvernements qui les servent.

Parce que nos vies valent plus que leurs profits, à nous d'imposer de véritables mesures de santé publique : l'ouverture de lits en réanimation, l'embauche et la formation massives de personnels de santé correctement rémunérés, avec des horaires et une charge de travail allégée ; l'amplification et l'accélération de la campagne de vaccination.

Tout cela exige la réquisition des sites de production de l'industrie pharmaceutique et la levée de tous les brevets sur les vaccins ; la protection du monde du travail et de l'ensemble de la population.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur
l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook ...



150 ÈME ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE

Le 18 mars 1871, les ouvriers parisiens s'emparaient du pouvoir dans une capitale désertée par la bourgeoisie et assiégée par l'armée prussienne. Dans l'enthousiasme, ils instauraient un nouveau pouvoir, la Commune : un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple.

Les élus, payés au salaire moyen d'un ouvrier, étaient révocables à tout moment. En outre fut décidée une série de mesures en faveur des plus pauvres : « à travail égal, salaire égal », enseignement gratuit et obligatoire pour filles et garçons, etc.

La Commune ne dura que 72 jours et se termina dans un bain de sang où 20 000 à 30 000 personnes furent sommairement exécutées par l'armée. Mais les insurgés parisiens ont montré la voie aux générations futures en luttant pour un monde meilleur.

NE NOUS LAISSONS PAS FAIRE

Une véritable hécatombe, il n'y a pas une semaine sans l'annonce d'une fermeture d'entreprise, dans l'aéronautique comme à Toulouse, ou dans l'automobile. A Renault, après avoir un moment reculé devant la mobilisation, la direction veut à nouveau se débarrasser de la Fonderie de Bretagne et de ses 380 salariés, arrêter la production de véhicules à Flins d'ici deux ans et supprimer 4600 emplois en France.

À Douvrin (Pas-de-Calais), c'est PSA qui annonce la fin de la production du moteur essence, et donc la fermeture de l'usine. Ce qui ne l'empêche pas de verser dans les jours qui viennent 2,5 milliards d'euros de dividendes aux actionnaires pour arroser sa fusion avec Fiat-Chrysler.

Alors, non, ce n'est pas boîte par boîte qu'on les empêchera de nous mettre à la rue ! Il n'y a bien que par un mouvement tous ensemble, qu'on empêchera tous ces licenciements et suppressions d'emplois.

FUKUSHIMA 10 ANS APRÈS

Le 11 mars 2011 un tsunami a fait plus de 20 000 morts et disparus au Japon. La digue de 11 m de haut protégeant la centrale nucléaire a été submergée par la mer, entraînant la fusion du cœur et l'explosion de plusieurs réacteurs.

L'eau contaminée a été stockée dans d'immenses cuves et le gouvernement nippon avec la société TEPCO envisagent sérieusement de rejeter cette eau dans l'océan pacifique. Encore un crime environnemental de plus à venir !

STOP AU NUCLÉAIRE

En France 58 réacteurs nucléaires sont vieillissants ; 32 vont être prolongés de 10 ans, c'est inadmissible et dangereux. L'EPR (réacteur à eau pressurisé dit de troisième génération) de Flamanville, dans la Manche, était censé être connecté au réseau en 2012 et coûter 3,3 milliards d'euros. Il est désormais prévu pour un démarrage en 2023 et devrait coûter, selon EDF, 12,4 milliards d'euros. La Cour des comptes, elle, estime que la facture totale serait plutôt de 19,1 milliards. C'est un véritable scandale financier.

En Allemagne il n'y aura plus aucun réacteur nucléaire d'ici 2022, la Belgique s'est engagée sur la fin du nucléaire d'ici à 2025.

En France les lobbies, les gouvernements successifs et les partis politiques persévèrent dans leur obstination imbécile et surtout ne veulent pas donner la parole et le droit de décider à la population. Le NPA propose la création d'un monopole public de l'énergie, débarrassé du nucléaire, géré par les salariés et les usagers, permettant à la population de décider et contrôler. Il faut un programme de création massive d'emplois, en finir avec le gaspillage, reconverter la production d'électricité vers les énergies renouvelables.

CRIME NUCLÉAIRE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

De 1966 à 1996 la France a procédé à 193 essais nucléaires, l'équivalent de 800 bombes de Hiroshima, à 15 000 kms de la métropole, en Polynésie, territoire aussi vaste que l'Europe. Les conséquences en sont de nombreux cas de cancers, notamment chez les enfants avec des craintes pour leur descendance.

Le 17 juillet 1974 une bombe de 4 kilotonnes a été larguée à Mururoa mais les vents étaient contraires aux prévisions des militaires et la contamination a atteint 2 jours après Papeete. 110 000 habitants pourraient avoir été contaminés.

Le 13 février 1960 une charge au plutonium de 70 kilotonnes a été larguée dans le Sud Algérien. Ces dernières semaines des vents apportant du sable du Sahara avec des restes de radioactivité sont tombés dans la région Bourgogne Franche Comté.

Les essais nucléaires n'ont pas été faits en France métropolitaine mais à de milliers de kilomètres, chez les autres !

Un crime, parmi tous les crimes commis par la colonisation française.

